

Accord Israël-OLP

AFP



Rabin et un notable palestinien à l'occasion d'une inauguration le 24 août dans la bande de Gaza.

UN REcul CALCULÉ DE LA PART D'ISRAËL

■ Le projet d'accord entre le gouvernement israélien et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, dévoilé par le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Pérès le 29 août, semble avoir pris beaucoup de monde au dépourvu.

Négocié en secret en Norvège par Shimon Pérès en personne, ce projet, après ratification par la Knesset, a atterri sur la table de négociation à Washington et a redonné une base de discussion à des pourparlers qui s'enlisaient depuis de longs mois.

Tel qu'il est, le projet d'accord est très loin de constituer une véritable reconnaissance des droits du peuple palestinien. Mais, tout limité et insatisfaisant pour les revendications palestiniennes que soit ce projet, il n'en constituerait pas moins un recul réel de la part de l'Etat israélien, sous réserve bien entendu qu'il soit appliqué, ce qui n'est encore nullement garanti.

Certes, on parle, en annexe de ce plan, de la reconnaissance formelle de l'Etat d'Israël par

les dirigeants de l'OLP. Mais cette concession politique, cela fait déjà un certain temps que le leader de l'OLP Yasser Arafat l'avait faite dans ses déclarations, et sans contrepartie.

En revanche, la reconnaissance formelle du peuple palestinien comme une entité nationale ayant des droits et des représentants propres est une concession que l'Etat israélien s'était jusqu'à ce jour toujours obstinément refusé à faire. Désormais les dirigeants de l'OLP, à commencer par Arafat lui-même, cessent d'être des "criminels" à abattre pour devenir des interlocuteurs reconnus dignes de discuter presque d'égal à égal avec le gouvernement israélien. Et cela aussi constitue un recul.

Pourquoi ce recul des dirigeants israéliens ? Certes, en maintenant son attitude intransigeante, l'Etat d'Israël prenait le

risque de s'enfoncer de plus en plus dans le borborygme, en Israël-même où il ne parvient pas à rétablir l'ordre dans les Territoires occupés, mais également au sud-Liban où les bombardements de rétorsion semblent ne réussir qu'à attiser l'activité militaire des milices intégristes. Mais cela, en soi, n'est pas nouveau. C'est un risque que les dirigeants israéliens ont accepté depuis bien longtemps, même s'il devient de plus en plus menaçant.

Car d'un côté l'OLP de Yasser Arafat, usée par ses échecs passés et par ses divisions internes, a perdu une bonne part du prestige et de l'autorité qu'elle avait. De l'autre, les intégristes de Hamas et du Hezbollah ont peu à peu occupé le terrain perdu par l'OLP. Que ce soit dans les Territoires occupés ou au sud-Liban, il semble

bien que ce soit les intégristes qui aujourd'hui entraînent dans leur sillage les jeunes et d'une façon générale les éléments les plus combattifs de la population palestinienne.

Or si Arafat a fait depuis longtemps ses preuves en tant que leader politique respectable, respectueux des règles du jeu de la diplomatie internationale et surtout soucieux de la stabilité politique de la région, il n'en va pas de même des leaders intégristes. Ceux-ci ont au contraire des ambitions à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient qui risquent de déstabiliser la région et de menacer un jour ou l'autre jusqu'à l'existence de l'Etat d'Israël.

Les dirigeants israéliens ont sans doute estimé qu'en conservant leur attitude intransigeante ils prenaient le risque de renforcer dangereusement le courant

intégriste montant, et cela forcément au détriment de l'OLP et d'Arafat. Et à ce jeu, ils rapprochaient un peu plus l'échéance où ils n'auraient plus en face d'eux d'interlocuteurs mais seulement les dirigeants intégristes.

Les dirigeants israéliens semblent avoir choisi de ne pas prendre ce risque. Et en offrant à Arafat la possibilité de s'attribuer le mérite des concessions obtenues, en ouvrant, dans les nouvelles régions autonomes, un espace politique aux hommes de l'OLP, les dirigeants israéliens les aident sans contester à retrouver une autorité largement entamée. En un mot, ce recul pourrait n'être bien qu'une façon pour l'Etat d'Israël de choisir un interlocuteur en la personne d'Arafat, et de s'assurer que cet interlocuteur retrouve suffisamment de poids pour jouer son rôle.

Il y a encore loin du plan Pères à la reconnaissance du peuple palestinien

Au-delà du flou toujours ambigu des formules diplomatiques, en quoi consiste donc ce "plan Pères" comme la presse l'a déjà baptisé ?

Dans un premier temps des "autorités auto-gouvernementales transitoires" palestiniennes seraient constituées : au sud, dans la bande de Gaza ; à l'est, dans une partie de la Cisjordanie autour de la ville de Jericho.

Opération de police israélienne dans un camp de réfugiés palestiniens



Dans ces zones, les nouvelles autorités palestiniennes prendraient en charge l'essentiel des fonctions administratives et gouvernementales, y compris celle du maintien de l'ordre. Pères a par exemple indiqué que, dans la bande de Gaza au moins, le transfert des pouvoirs à une police palestinienne pourrait se faire sous un mois au plus. Ensuite, ce statut serait étendu, dans les neuf mois suivant la signature de l'accord, à l'ensemble de la Cisjordanie, suivant des modalités qui restent à déterminer.

A l'issue de cette période de neuf mois, au plus tôt, les populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza seraient conviées à élire un conseil d'autonomie palestinien qui reprendrait en charge l'administration de ces deux

régions. Pourront aussi participer à l'élection de ce conseil les 150 000 Palestiniens de la partie orientale de Jérusalem, annexée à Israël en 1967. Mais ces derniers ne pourront ni se porter candidats, ni jouir de l'autonomie concédée aux Territoires occupés.

Au terme d'une période de deux ans, de nouvelles négociations seraient ouvertes en vue de fixer le statut définitif des régions déjà autonomes ainsi que celui de Jérusalem-est.

Pendant cette période, l'autorité suprême de l'Etat israélien resterait reconnue dans toutes les régions concernées. L'armée israélienne serait "redéployée" mais continuerait à maintenir ses bases dans les régions autonomes, sous une forme peut-être plus discrète mais en tout cas pas moins massive.

Enfin, le maintien des colons juifs (ils sont environ 120 000 dans les Territoires occupés et 150 000 à Jérusalem-est) serait garanti par les signataires de l'ac-

cord tandis que le gouvernement israélien s'engagerait à s'opposer à toute nouvelle implantation.

Tout cela est donc encore très loin de la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

En fait de territoire, celui-ci doit se contenter d'une autonomie sous tutelle dans deux régions minuscules, sans communication l'une avec l'autre, pratiquement dépourvues de ressources naturelles ou d'infrastructure économique, et de ce fait économiquement totalement dépendante d'Israël.

Qui plus est, ces régions sont loin d'englober l'ensemble de la population palestinienne actuellement sous domination israélienne. Le sort des Palestiniens de Jérusalem-est n'est pas réglé et encore moins celui des 700 000 Palestiniens qui vivent dans le reste du territoire israélien.

Dans les régions "autonomes" elles-mêmes, il reste des zones d'ombres lourdes de menaces. En particulier le maintien sans résér-

ve de l'ensemble des implantations juives récentes dont beaucoup sont autant de bastions de l'extrême-droite intégriste juive, armés jusqu'aux dents en plein coeur de ces régions soi-disant concédées à la population palestinienne. Quant au maintien de l'armée israélienne, même "redéployée", dans les régions autonomes, il constitue une menace permanente pour la population dont tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont participé aux manifestations de l'Intifada sont bien placés pour savoir ce qu'elle signifie.

Enfin, il reste que le problème palestinien se pose non pas à l'échelle d'Israël seul, mais à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient, et que le sort des millions de Palestiniens, disséminés aux quatre coins de cette région, et pour un certain nombre encore parqués dans des camps, reste de toute façon en suspens.